

LES BRIGADES DU TRIME



Travail & Fraude aux
temps du Giscardpunk

Les Brigades du Trime est un jeu de rôle Giscard-punk futuriste, où les PJ incarnent des inspecteurs et inspectrices du travail dans une dystopie néolibérale un peu décalée, et pourchassent la fraude partout, des petits villages aux stations spatiales.

Le futur y est exactement tel qu'imaginé en 80 : La technologie est une affaire de cassettes à bande magnétique, de minitels, de formica et de gros boutons qui clignotent. L'humanité commence à s'installer dans l'espace, mais même dans les stations l'esthétique est faite de couleurs basiques, de motifs géométriques simples, de musiques lounge... et de sols tapissés de moquette (oui, jusque dans l'espace).

Le rôle des Brigades, dans cette société française dystopique ultralibérale, est de faire respecter le Code. Ce sont des inspecteurs et inspectrices du travail, derniers remparts contre le néolibéralisme débridé, qui sillonnent les routes françaises afin de s'assurer de la bonne productivité des entreprises et du bon respect des prolétaires.

Celui ou celle qui mène le jeu, décrit les situations rencontrées et s'occupe des réactions des personnages non-joués prend le rôle de Cadre-Manager de la partie.

Avertissement : Ceci est un exercice d'uchronie dystopique. Toute interprétation de ressemblance à une quelconque actualité est tout à fait voulue et le dernier auteur en date en assume tout à fait la responsabilité. Mais comme on est gentils, on dira pas de qui on s'inspire.

Les images contenues dans ce livret sont sous toutes en licence libre de droits sous condition d'attribution, dont acte : elles proviennent de Pexels (la Terre vue de l'espace), Pixabay (plein de choses pour constituer la tour Eiffel spatiale) et Freepik (les effets de papier, les tampons, le livre et la cassette audio).

Par Kergan, sur une idée de Altay développée par Papahilo
Pour le Huitième Défi Trois Fois Forgé de PTGPTB
Ce jeu est placé sous Licence Creative Commons BY-SA-NC

Chronologie détaillée

Fin des années 70, début des années 80. La crise pétrolière frappe la France. Les industries, fortement touchées, mettent en place de vastes plans de licenciement ou de délocalisation. Le président Giscard d'Estaing, alors en fin de mandat, sent le vent qui tourne et fait miroiter pour son second mandat un plan en béton : déploiement massif du TGV, construction du réacteur nucléaire Superphénix en bordure du Rhône et plan informatique « Minitel » puis « Minitel 2 » basé sur le réseau Cyclades. Plus ambitieux encore, il souhaite profiter du délaissement progressif par Américains et Russes du programme spatial et de l'avancée du programme Ariane (qui vient de finaliser sa première fusée) pour faire de la France un acteur majeur de la conquête de l'espace.

Aidé par un scandale qui ternit au dernier moment l'image de François Mitterand, il gagne largement l'élection de 81 et lance aussitôt l'application de ses promesses de campagne. Les fleurons industriels français reprennent leur souffle : la sidérurgie reprend, la bascule à l'énergie nucléaire préserve la France du second choc pétrolier et la micro-électronique française se hisse au niveau des États-Unis et du Japon, mettant la France à la pointe de l'interconnexion des réseaux informatiques. Le programme Ariane, quand à lui, bénéficie de financements sans précédent, et bientôt la seconde fusée prend son envol, suivi par d'autres.

Cette Nouvelle Donne est mal supportée par les députés de droite. Le 1er ministre Raymond Barre, qui prônait rigueur et austérité, est limogé. En retour, le RPR menace Giscard d'une motion de censure. Fin stratège, le président négocie les voix manquantes à l'Assemblée auprès de l'aile droite du parti socialiste. En contrepartie des nombreuses largesses fiscales et subventions à l'industrie, les socialistes obtiennent la nomination en 1984 de Gaston Defferre comme Premier ministre, la semaine de 35h et l'instauration d'Unités de Mise en Conformité au sein de l'inspection du travail.

C'est malheureusement la dernière concession que les socialistes obtiendront du gouvernement. Gaston Defferre est remercié à la fin de l'année et de 85 à 86, comme pour répondre aux craintes de la droite (qui commençait à craindre de le voir s'écarter au PCF) le président durcit sa politique et la France entame un virage autoritaire inquiétant. La police se voit chaque mois accorder des droits nouveaux, tout particulièrement en ce qui peut concerner le « terrorisme de gauche ». Mais plus que ces attaques incessantes ce sont, ironiquement, les irrégularités soulevées par ces Unités de Mise en Conformité qu'ils ont eux-même créé qui vont couler les cadres du Parti Socialiste.

Rassurée par ces mesures autant que par la nouvelle politique culturelle du président, qui impose du contenu français à 95 % à la télévision, la droite conservatrice et autoritaire se rapproche finalement de Giscard et y trouve son compte, d'autant qu'on trouve dans ses rangs nombre d'industriels qui ont grandement profité de la Nouvelle Donne. Quand en 88, quelques mois avant la fin de son mandat, Giscard propose un passage à la 6ème république, c'est avec le plein soutien de presque tout le centre et la droite, et une partie non-négligeable de l'extrême droite.

Désormais, le président sera élu à vie avec une possibilité de révocation sur référendum. Cette mesure s'applique après validation conjointe par l'Assemblée et le Sénat, dont les sièges seront désormais alloués aux principaux capitaines d'industries, forces de développement et de grandeur de l'Etat français. Les quelques voix qui s'élèvent contre cette nouvelle constitution sont bien vite réduites au silence : après tout, Giscard vient d'abolir la peine de mort, de relancer l'industrie culturelle française et le plein emploi est sur le point d'être atteint !

En 1994, vingt ans après sa première accession au poste de président, Giscard d'Estaing bénéficie toujours de l'approbation de la majorité des Français, même si les gigantesques campagnes de propagande que le gouvernement met régulièrement en place n'y sont sans doute pas étrangères, non plus que les menaces que les forces de police et les services secrets font bien souvent peser sur les opposants. Les quelques éléments subversifs qui parviennent à leur échapper rejoignent bien souvent les Unités de Mise en Conformité, seules survivantes des réformes socialistes du passé.

2009, lancement du premier satellite Français habité, le Paname, qui abrite – en plus d'un équipage permanent d'une trentaine de personnes et d'un équipement de surveillance avancé – le premier émetteur d'un genre nouveau, permettant potentiellement au réseau Minitel 2 d'être accessible depuis n'importe où dans le monde. La communauté internationale voit d'un mauvais œil cette colonisation de l'espace, mais la France dispose de trop de moyens de pression : elle gère désormais 85 % des lancements de satellite à l'international et le réseau Minitel 2 est utilisé dans le monde entier. Le président Giscard d'Estaing est victime d'une tentative d'assassinat par un dangereux anarchiste. Sa vie n'est plus en danger, mais les opérations l'ont laissé très affaibli : il ne quitte plus son fauteuil, raccordé à des dizaines de machines et de perfusions qui en compensent les séquelles. A quelque chose malheur est bon : c'est là la dernière excuse qu'il fallait au président pour interdire le Parti Socialiste et le Parti Communiste pour de bon.

2023, la France dispose désormais de 18 satellites en orbite géostationnaire, dont 5 sont habités de manière permanente par une population civile grandissante. Sans compter les quelques dizaines de satellites privés appartenant à des grands noms de l'industrie française et les quelques satellites-usines, dans lesquels les ouvriers fabriquent, réparent, démontent les différentes navettes ou collectent les débris qui flottent à travers l'espace pour les fondre. Malgré quelques percées de quelques pays, en tête desquels se trouvent la Chine et des Etats-Unis, la France reste maîtresse de l'espace. Seule la République Centrafricaine, sans aucun doute grâce à l'amitié liant leur Empereur au Président Giscard d'Estaing, est parvenue à s'installer un petit coin personnel.

Dans la France Spatiale comme dans la France Terrienne, les Capitaines d'Industrie font la loi – littéralement, grâce à leurs postes au sénat – sous la houlette vigilante d'un président de plus en plus énigmatique. Il ne reste qu'un seul contre-pouvoir à s'élever contre eux : les Unités de Mise en Conformité. Pour des raisons inconnues, le président à vie s'est toujours refusé à ce qu'on porte atteinte à ces brigades, ou à ce qu'on retouche outre mesure le code du travail, comme s'il s'estimait toujours lié par la parole donnée, toutes ces années auparavant, à ses alliés socialistes.

Surnommées « Brigade du Trime » par la presse, les inspecteurs et inspectrices des UMC ont carte blanche pour sillonner le pays et l'espace et contraindre les entreprises à respecter le droit du travail, le Code. Leurs célèbres « lettres de redressement » ont le même poids qu'une décision de justice, et peuvent imposer de terribles sanctions. En échange, les compagnies françaises respectueuses du droit bénéficient d'importantes réductions fiscales et d'aides à l'emploi.

Votre mission, la voici : faire respecter le Code.

Le Code de l'UMC

1. La mission des Brigades de l'UMC est de faire respecter le Code du Travail sous toutes ses formes et d'appliquer les sanctions nécessaires.
 - 1.a. Cette mission est prioritaire sur toutes les autres considération et ne souffre pas d'être arrêtée.
 - 1.a.b. L'assistance à personne en danger de mort peut exceptionnellement prendre le pas sur cette mission, sous condition d'enquête.
 - 1.a.b.ii Le témoignage sur l'honneur d'une personne n'appartenant ni à la Brigade ni à l'entité légale en cours d'investigation pourra tenir lieu de justification suffisante.
 - 1.a.c. La lutte contre le terrorisme peut exceptionnellement prendre le pas sur cette mission, avec autorisation de l'Inspecteur Principal concerné ou d'un agent de la loi assermenté, sous condition d'enquête de moralité.
 - 1.b. Les sanctions de niveau 3 et supérieures ne sont applicables qu'avec accord de l'Inspecteur Principal et sur rapport explicite de la Brigade.
2. Les agents d'une Brigade sont tenus de signaler toute infraction commise par l'entité légale en cours d'investigation.
 - 2.a. Devront faire l'objet d'une déclaration immédiate par minitel ou téléphone les infractions se traduisant par le détournement d'au moins 1.000.000 nouveaux francs ou par la menace d'un groupe terroriste.
 - 2.a.b. Est considérée comme immédiate une déclaration ayant eu lieu dans l'heure suivant la constatation de l'infraction.
 - 2.b. Toute infraction non signalée par minitel ou téléphone pourra l'être en personne au moment du débriefing de la Brigade par leur Inspecteur Principal
 - 2.c. Une infraction commise par une entité légale autre que celle en cours d'investigation pourra faire l'objet d'une déclaration au moment du débriefing.
 - 2.c.b. Cette infraction devra donner lieu à un signalement immédiat à partir de 5.000.000 nouveaux francs ou de la mise en danger d'un membre du gouvernement.
3. Les agents d'une Brigade ne peuvent posséder d'intérêt personnel dans une entité légale en cours d'investigation.
 - 3.a. La possession non déclarée d'intérêt personnel dans une entité légale en cours d'investigation est punie d'une sanction de niveau 4 ou supérieur, à la discrétion de l'Inspecteur Principal.
 - 3.b. Le fait de recevoir des ressources ou avantages d'un membre de l'entité légale en cours d'investigation est considéré comme une possession non déclarée d'intérêt personnel.
 - 3.b.b. Sur déclaration immédiate par téléphone ou minitel, l'agent peut être autorisé à garder ou non l'avantage reçu.
 - 3.b.b.ii La décision de laisser ou non l'avantage reçu est soumise à un barème personnel lié aux états de service de l'agent.
4. Les agents d'une Brigade ne peuvent adhérer à une organisation subversive de type II ou III, sous peine de sanction de niveau 5.
 - 4.a. Tout type de fraternisation excessive avec un membre d'une organisation de type III pourra faire l'objet d'une sanction préventive suivie d'une enquête, à la discrétion de l'Inspecteur Principal concerné.
 - 4.a.b. Les organisations de type II ou III sont définies dans la loi n°2554-32-43 du 1er Juillet 1984.
 - 4.b. L'appartenance à une organisation subversive de type I devra nécessairement faire l'objet d'une déclaration préalable.
5. Les agents d'une Brigade incarnent la fiabilité de l'État et doivent par conséquent maintenir une apparence correcte en public.
 - 5.a. Une apparence correcte est définie comme la présence d'une chemise et, dans des contexte officiels, d'une cravate ou d'un nœud papillon.
6. Les agents d'une Brigade doivent être soudés. Délation et sabotage ne seront pas tolérés et peuvent être punis d'une sanction de niveau 3 ou supérieur.

État de service

Les candidatures aux *Unités de Mise en Conformité* (UMC) sont évaluées sur quatre critères, les 4C :

Code	Conformité	Contact	Coercition
<i>Connaissances de la loi, droit du travail, maîtrise de l'administration,...</i>	<i>Inspection, fouille, connaissances techniques,...</i>	<i>Sens du relationnel, interrogatoire, capacité à s'exprimer,...</i>	<i>Maintien de l'ordre, actions de terrain, s'arranger avec la loi,...</i>
L'Inspection a pour mission d'informer les entrepreneurs et les collaborateurs sur leurs devoirs et leurs droits.	L'Inspection a pour mission de conseiller les acteurs de l'entreprise pour améliorer ou corriger leurs problématiques.	L'Inspection a pour mission de concilier l'intérêt général avec les besoins des sociétés.	L'Inspection a pour mission de contrôler, signaler et sanctionner les problématiques humaines et matérielles nuisibles.

À son recrutement, l'inspecteur ou l'inspectrice distribue 1d4, 1d6, 1d8 et 1d10 parmi les 4C.

Par ailleurs, les personnes recrutées le sont, sur base d'un profil psychologique, dans une des quatre branches que comptent les UMC :

Branche Légale	Services Spéciaux	Branche Politique	Branche Disciplinaire
<i>Chargée de connaître et faire appliquer la loi jusque dans ses moindres détails</i>	<i>Chargée de mener enquêtes et les examinations à bien.</i>	<i>Chargée d'interroger les ouvriers et de maintenir un bon contact avec le patronat.</i>	<i>Chargée de s'assurer de l'application des sanctions et de l'absence d'entraves à l'enquête.</i>
Mettez +2 en Code ou +1 en Code et en Contact.	Mettez +2 en Conformité ou +1 en Conformité et en Coercition.	Mettez +2 en Contact ou +1 en Contact et en Conformité.	Mettez +2 en Coercition ou +1 en Coercition et en Code.

Les +1 ou le +2 sont appelés les points de Giscard-Destin et s'ajoutent au résultat du lancer de dés lorsque le personnage agit dans le cadre de la mission associée à sa branche.

Par exemple, si Jean-Patrick appartient à la Branche Disciplinaire et a donc +2 en Coercition, il pourra appliquer ce +2 lors d'actions qui permettent d'appliquer les sanctions ou le débarrassent d'une entrave à l'enquête.

Sur le dossier de chacun et chacune figure également leur spécialité. Il peut s'agir de leur métier précédent (médecin, routier, architecte, spationaute...) dont ils maîtrisent la dimension pratico-pratique, ou d'un domaine, d'un secteur économique (inspectrice de l'énergie, expert des transports,...) dont ils maîtrisent la dimension théorique et la planification structurelle.

Enfin, le dossier mentionne également deux traits, des commentaires évalués et retenus par le ministère tels que « Attitude autoritaire », « Socialiste », « Ami des animaux »,... Ces traits peuvent être un hobby, un type de personnalité, une manie, une appartenance, une préférence...

NRF

CARTE UMC - FORM. 0566219

NOM : _____

PRENOM : _____

BRANCHE : _____

RESULTATS AUX TESTS STANDARDS

Code : _____ Conformité : _____

Contact : _____ Coercition : _____

PROFIL PROFESSIONNEL

SPECIALISATION : _____

MATRICULE : _____

FONCTION : INSPECTEUR SECONDAIRE

PROFIL PERSONNEL

TRAIT (I) : _____

TRAIT (II) : _____



NRF

CARTE UMC - FORM. 0566219

NOM : _____

PRENOM : _____

BRANCHE : _____

RESULTATS AUX TESTS STANDARDS

Code : _____ Conformité : _____

Contact : _____ Coercition : _____

PROFIL PROFESSIONNEL

SPECIALISATION : _____

MATRICULE : _____

FONCTION : INSPECTRICE SECONDAIRE

PROFIL PERSONNEL

TRAIT (I) : _____

TRAIT (II) : _____



NRF

CARTE UMC - FORM. 0566219

NOM : _____

PRENOM : _____

BRANCHE : _____

RESULTATS AUX TESTS STANDARDS

Code : _____ Conformité : _____

Contact : _____ Coercition : _____

PROFIL PROFESSIONNEL

SPECIALISATION : _____

MATRICULE : _____

FONCTION : INSPECTRICE SECONDAIRE

PROFIL PERSONNEL

TRAIT (I) : _____

TRAIT (II) : _____



NRF

CARTE UMC - FORM. 0566219

NOM : _____

PRENOM : _____

BRANCHE : _____

RESULTATS AUX TESTS STANDARDS

Code : _____ Conformité : _____

Contact : _____ Coercition : _____

PROFIL PROFESSIONNEL

SPECIALISATION : _____

MATRICULE : _____

FONCTION : INSPECTEUR SECONDAIRE

PROFIL PERSONNEL

TRAIT (I) : _____

TRAIT (II) : _____



Dans le système

Une action dont le résultat porte un intérêt narratif demande à être testée. L'acteur ou l'actrice de cette action doit ainsi se munir de :

- 2 dés correspondants aux 2C les plus pertinents (+ les éventuels points de Giscard-Destin)
- 1d8 si sa spécialité est utile
- 1d6 si un trait est applicable

Le résultat du test correspond à la somme des deux plus hautes valeurs indiquées par les dés.

La difficulté de base de toute action est de 7. Si le résultat du test est supérieur à la difficulté, alors le personnage a réussi son action.

*Jean fait sauter la serrure du bureau du patron pour y perquisitionner.
Il lance 1d8 de Coercition (et ajoute 1 au résultat puisqu'il appartient à la branche des Services Spéciaux et fait avancer l'enquête par cette action), 1d4 de Conformité et 1d6 pour son trait « Inspecteur brutal ».
Il obtient 6 (+1=7), 2 et 3, soit un score de 7+3=10.
Jean surpasse la difficulté de base de l'action et réussit donc.*

Épargne, thésaurisation et investissement

Le ou la Cadre-Manager dispose d'un *pool* de d6 déterminé au début de l'histoire, représentant l'adversité du Système (12 pour une partie de difficulté moyenne – notez que vous n'êtes pas obligée d'avoir autant de dés à portée de main, notez simplement le nombre de jets restant).

Un ou plusieurs de ces dés peuvent être dépensés à sa guise pour ajouter leurs résultats à la difficulté de l'action. Ce choix doit être fait avant que l'action ne soit testée, mais chaque dé peut être ajouté l'un après l'autre jusqu'à ce qu'il en soit jugé suffisant.

Chaque dé supplémentaire se justifie par un élément scénaristique rajouté à la situation de départ.

*Le contremaître que Jean a échoué à interroger précédemment est dans les parages.
La serrure du bureau grince lors de la manipulation.
Des nuages couvrent le ciel et la luminosité s'en ressent.
La difficulté de base augmente ici de 3d6 et le nombre de dés dans le pool passe à 7.
En obtenant 3,4 et 2, la difficulté arrive à 5+3+4+2=14.
Jean échouera lorsqu'il testera son action avec un score de 10.*

À tout moment, un joueur ou une joueuse peut *emprunter un ou plusieurs dés à la banque* en expliquant comment son personnage se compromet auprès du Système pour obtenir un résultat plus favorable.

Cela permet de lancer un d6 supplémentaire immédiatement, même après avoir pris connaissance du résultat du test et ce autant de fois que jugé nécessaire.

Les dés empruntés de cette manière intégreront ensuite le pool de Cadre-Manager, sauf un si le test est réussi par ce biais.

Ce système est volontairement prévu pour être capitaliste. Pour réussir, les joueurs et joueuses doivent risquer de s'endetter toujours plus face à l'adversité. Les négociations face au Système vous reviennent inévitablement dans la figure.

Ce système reste cependant libéral en ce sens que chacun est libre de prendre la décision d'investir et connaît les risques de ne pas s'arrêter à temps.

Bien sûr il arrive que les joueurs et joueuses donnent accidentellement des munitions au système. Ainsi des dés peuvent également être ajoutés au pool lorsque l'un des personnages se livre à une activité qui enfreint le code strict des UMC. L'infraction doit être constatée immédiatement par le ou la Cadre-Manager, sans quoi il sera trop tard par la suite pour revenir dessus, et l'article correspondant doit être cité à haute voix.

Débriefings et mérite

Lorsque la mission est terminée vient le temps du rapport... Et c'est parfois la partie la plus difficile à résoudre. Les agents et agentes, ensemble, paraissent devant leur Inspecteur ou Inspectrice Principale (ou IPUMC) pour récapituler leur travail. Malheureusement, bien des supérieures de l'UMC considèrent qu'il est de leur devoir d'inspecter leurs équipes de manière aussi scrupuleuse que celles-ci examinent les entreprises.

Cette confrontation se fait en groupe. Les PJ doivent résumer la partie, leurs découvertes, leurs aventures et répondre aux questions que leur pose l'IPUMC. En cas de désaccord, de confrontation ou même de tentative de mensonge, la question sera bien entendu résolue par des jets, au cours desquels l'IPUMC n'aura aucun remord à piocher allègrement dans les dés restant potentiellement dans le pool.

Notons que les IPUMC, bien souvent, bénéficient de rapports secondaires et d'informateurs, et que leur cacher un acte répréhensible est périlleux. Certaines actions - une tentative ratée de mensonge ou de dissimulation d'un acte particulièrement grave, une faute particulièrement importante, une insulte envers l'IPUMC - en plus de donner un dé au pool, conduiront à une expulsion du PJ concerné du débriefing, laissant ses camarades se débrouiller seules contre une IPUMC furax...

Le débriefing se termine lorsque le pool de dés est totalement épuisé et l'IPUMC satisfaite... Ou lorsque tous les personnages ont été exclus du débriefing.

Dans le premier cas, les personnages (même exclus de la salle) recevront un avancement proportionnel à la réussite de leur mission. En termes de règles, cela se signifie par l'augmentation du dé associé à une de leurs caractéristiques au choix, passant de d4 au d6, du d6 au d8, du d8 au d10 ou du d10 au d12 (maximum atteignable).

En plus de cette potentielle promotion (vive la méritocratie), les membres de la Brigade se voient offrir la possibilité de définir la marche à suivre quand à l'entité redressée. Faut-il maintenir une surveillance plus étroite dans le futur ? Couper des subventions ? Forcer une réorganisation hiérarchique ? Suspendre le patron par les pouces devant l'usine ? Aux joueurs et joueuses de trouver la punition la plus appropriée !

Malheureusement pour les personnages, si tous ont été exclus du débriefing, l'IPUMC fera sur cette unité un rapport assassin et leur refusera l'avancement qui devrait leur être dû à la suite de cette mission, et leur avis sur la conduite future de l'affaire ne sera pas consulté... Ce qui peut donner lieu à des récidives de la part du patronat mal sanctionné et mal surveillé !

Pour quelques poignées de débris...

Un scénario spatio-prolétaire bien irradié

Attention : à ne lire que si vous souhaitez le faire jouer à une table, ne vous spoiler pas !

Situation initiale

La station Michel d'Ornano, usine de récupération et de recyclage des déchets spatiaux, signale depuis quelques temps une quantité alarmante de soucis de santé chez ses ouvriers, manifestement liés à l'exposition à des radiations non prévues. La Brigade, soupçonnant une mise en danger des ouvriers, probablement par usure des équipements, pourra rejoindre la station par le vol mensuel (correspondance station Eiffel) qui y conduit.

La Brigade, envoyée investiger, y découvrira que le taux de radiation des débris récupéré sur les deux dernières semaines est le double du maximum prévu.

Secrets et découvertes

Une enquête poussée pourra soulever les points suivants :

- La dose de radiation supérieure vient du fait que la trajectoire de la station a été modifiée sans que ça ne soit signalé, et la fait désormais passer par un champ de débris plus irradiés que la moyenne
- Aucun équipement adapté à ces nouvelles doses n'a été fourni aux ouvriers
- Les ouvriers ont reçu de nouvelles instructions quand à ce qui peut être recyclé
- Le contremaître a mystérieusement disparu et dû être remplacé en urgence
- La majeure partie des débris récupérés ces derniers mois vient d'un unique objet
- Quelqu'un a été aperçu en train de se balader la nuit dans l'usine alors qu'aucun travail de nuit n'a été déclaré

La Vérité

En réalité le patron de l'usine a fait détourner légèrement la station pour l'amener sur le chemin du crash du Denguiadé, une fusée centrafricaine entrée en collision quelques mois plus tôt avec un débris imprévu. La station contenait, outre la fille de l'empereur Bokassa II, une fortune en diamants scellés dans plusieurs coffrets métalliques.

Le patron s'est débarrassé du contremaître en le faisant virer sur un faux prétexte pour le remplacer par un homme sûr et changé les consignes des ouvriers pour que les coffrets, une fois trouvés, soient mis dans la pile « non recyclable » où le contremaître remplaçant les récupérait à la fin de la journée pour les amener au patron et les partager.

Il n'a pas voulu commander de tenues de protection pour ses ouvriers pour ne pas attirer l'attention sur le changement de trajectoire – selon le Code du Travail, les ouvriers auraient pu demander à toucher une part de la valeur de toute découverte accidentelle, dont les diamants.

Au personnages de la Brigade de décider de la sanction appropriée pour mise en danger de ses employés, licenciement abusif du contremaître et non-versement d'un pourcentage sur la découverte des diamants.

Personnalités marquantes

Quelques personnages importants :

- *Emile Louvet-Margotin, patron de l'usine de recyclage. De caractère calculateur et minutieux, joue les idiots auprès de la brigade tout en leur mettant des bâtons dans les roues autant que possible.*

- *Patricia Poivin, ouvrière de recyclage, déléguée syndical. De caractère méfiant, autant envers la brigade qu'envers le patronat, elle soupçonne qu'il se passe quelque chose sans savoir quoi, mais sera prête à aider la Brigade si on la convainc de ses bonnes intentions.*

- *Olivier Mayet, comptable à l'usine. Le patron redirigera sans cesse la brigade vers Mayet, pour la simple et bonne raison que celui-ci ne sait absolument rien et n'est pas le couteau le plus affûté du tiroir. Un vrai pot de colle, qui leur fera perdre du temps avec des histoires sans queue ni tête. Paradoxalement, à force de lire la presse people il est probablement l'une des rares personnes à pouvoir raconter l'histoire du Denguiadé sans avoir à consulter le réseau Minitel.*

- *Philippe Bordas, ancien contremaître. La brigade pourra le croiser en ayant de la chance : pour quitter la station il embarque dans la navette qui les amène. Il croit fermement à la justesse du système et ne s'est pas remis de son licenciement pour faute grave (qu'il n'a pas commise). Loyal jusqu'au bout, il refusera de remettre en doute la décision de son patron mais il est très facile de voir qu'il se sent trahi et perdu.*

- *Walter Vandendorpe, contremaître remplaçant. Moins stoïque que le patron, la présence de la Brigade le rendra nerveux, irritable, colérique même. Il ne trahira pas son secret mais, poussé à bout, pourrait faire une bêtise et essayer de s'attaquer à la Brigade. Pas quelqu'un de très subtil.*

- *Simone Frantz, gardienne de nuit. Plutôt âgée, plutôt tranquille, c'est elle qui a signalé la présence de quelqu'un dans l'usine certaines nuits. Elle dispose d'un esprit très romanesque, et il est difficile de lui arracher des informations qui ne soient pas mélangées avec ses propres hypothèses sur l'espionnage industriel ou les complots bolcheviques.*

Notes à la Cadre-Manager

Les inspecteurs et inspectrices ont toute latitude pour effectuer leur mission. Le ministère leur confie un code du travail, une arme pour l'auto-défense et en voiture !

Si les brigades sont généralement bien accueillies à leur arrivée dans une entreprise, rappelons que leur rôle est de déterrer tout ce qui ne fonctionne pas.

Il est évident que le patronat voit rarement leurs incursions d'un bon œil, mais même les prolétaires n'ont pas toujours intérêt à ce que les brigades viennent mettre leur nez dans certaines affaires. Pensez aux heures supplémentaires non déclarées mais qui mettent du beurre dans les épinards, ou aux dessous de table reçus par la section syndicale à la levée d'un mouvement de grève.

Variez les antagonistes. Les années Giscard-punk sont un paradis libéral : il n'y a pas que le patronat qui pose problème, le système tout entier est au service du capital. Ainsi, la mission des Brigades du Trime peut être un obstacle pour les élus locaux, les syndicats, voire la police ou les services de renseignements (pensez à l'affaire Robert Boulin, par exemple).

Les 80's, c'est aussi la structuration du mouvement écologiste, qui risque de ne pas voir d'un bon œil le maintien coûte que coûte des usines dans les campagnes françaises.